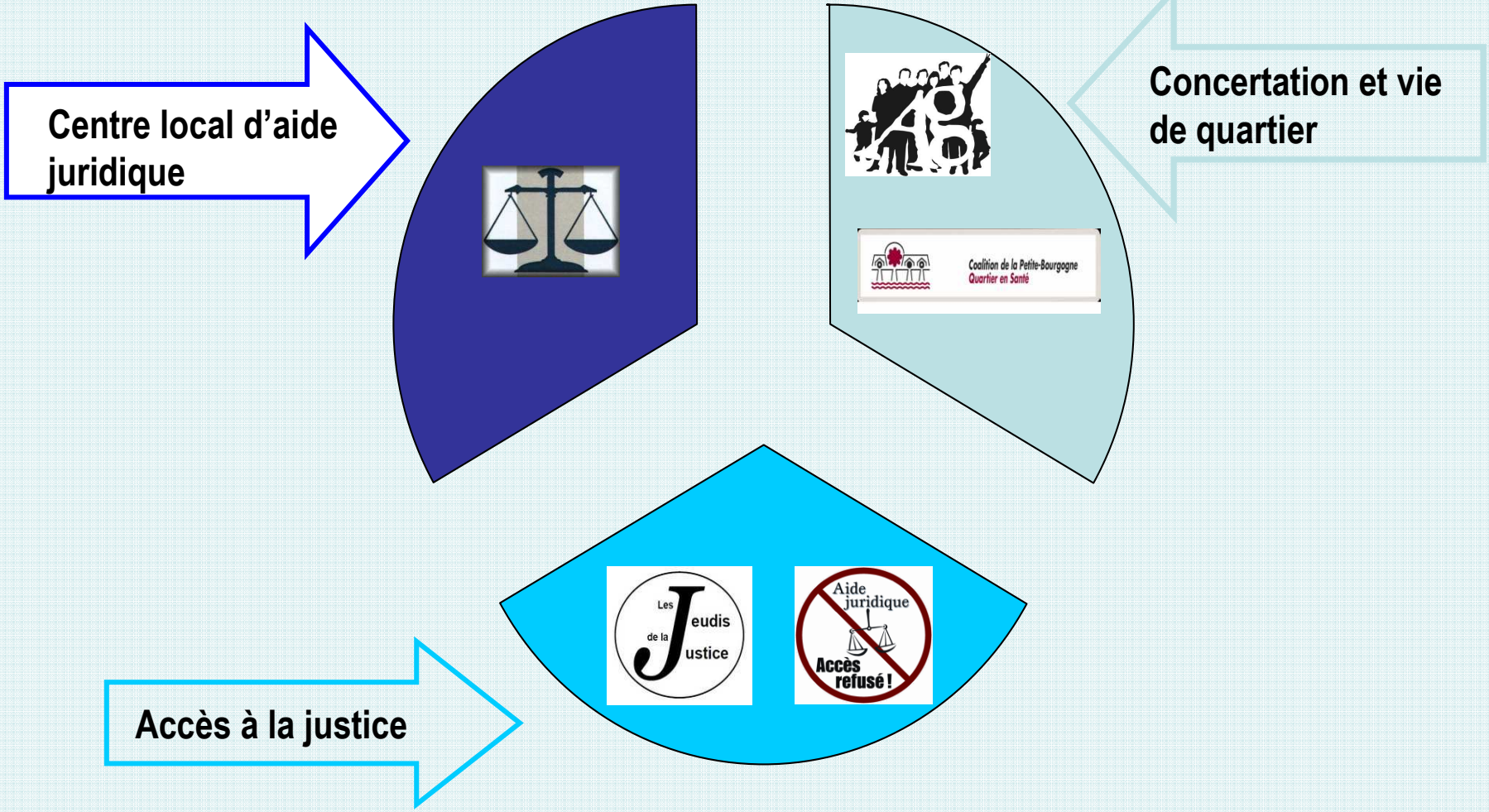
SERVICES JURIDIQUES COMMUNAUTAIRES
DE POINTE-SAINT-CHARLES ET PETITE-BOURGOGNE

COMMUNITY LEGAL SERVICES OF POINT-SAINT-CHARLES AND LITTLE-BURGUNDY

RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013-2014

Un mandat à plusieurs facettes



Un organisme unique

Incorporé en 1970 sous le nom de Clinique juridique de Pointe-Saint-Charles.

OBNL de défense des droits des citoyens, autonome et dirigé par les citoyens.

Depuis 1974 : accrédité comme *Centre local d'aide juridique* par la Commission des services juridiques. Financement annuel pour offrir les services de l'aide juridique.

Nous avons donc un double statut et mandat : OBNL de défense des droits et Centre local d'aide juridique.

Le conseil d'administration

Poste	Nom	Fin de mandat
PRÉSIDENTE	Lydia Siebert-Bertrand	2015
VICE-PRÉSIDENT		
SECRÉTAIRE	Marie-José Corriveau	2015
TRÉSORIER	Glen Fyon	2014
ADMINISTRATRICE	Sylvie Guyon	2015
ADMINISTRATRICE	Micheline Cromp	2015
ADMINISTRATEUR		
ADMINISTRATRICE	Marie-Yves Lemy	2014
ADMINISTRATRICE		
ADMINISTRATEUR	Éric Belzile	Coopté mai 2014
ADMINISTRATEUR		
ORGANISME COMMUNAUTAIRE PETITE-BOURGOGNE	ODAS représenté par Omer Coupal	2015
ORGANISME COMMUNAUTAIRE POINTE-SAINT-CHARLES	CONSEIL DES AÎNÉ(E)S DE POINTE-SAINT-CHARLES représenté par Maria Perez	2014
REPRÉSENTANTE DU PERSONNEL	Danielle L'Écuyer-Labonté	
COORDONNATRICE	Lise Ferland	

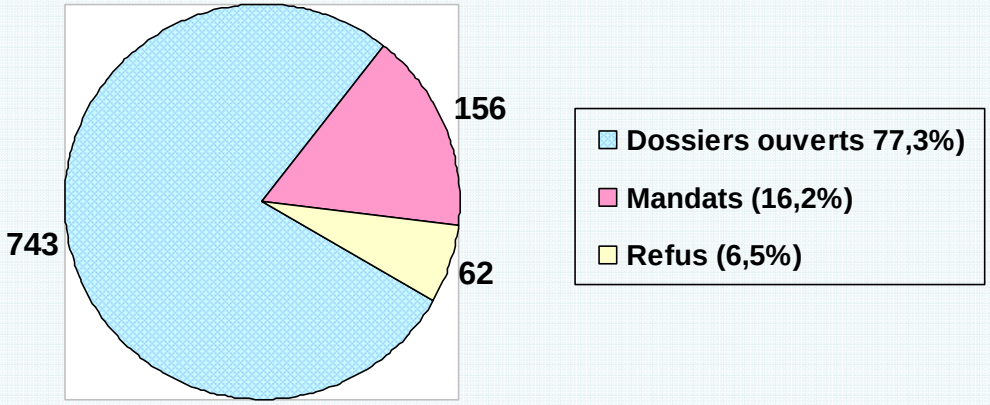
Le personnel

LES ADJOINTES JURIDIQUES	Raquel Sanchez	2000
	Catherine Legault Annabelle Drouin	Novembre 2012 à juin 2013 Août 2013 à mars 2014
	Danielle Whitford	1982
LES RÉCEPTIONNISTES	Martine Dieujuste	2009 ***congé de maternité - de retour depuis mars 2014***
	Pascale St-Denis	Février 2013 à février 2104 (contractuelle/remplacement congé de maternité)
LES AVOCATS	Stéphane Proulx	1989
	Claude-Catherine Lemoine	Novembre 2012 ***congé de maternité - de retour depuis 24 mars 2014***
	Valérie Montcalm	Avril 2013 au 21 mars 2014 (remplacement congé de maternité)
STAGIAIRE DU BARREAU ET AVOCATE	Nathalie Darveau-Langevin	Novembre 2012 à mai 2013 avocate contractuelle (juin à fév. 2014)
RESPONSABLE DE LA COMPTABILITÉ (4 jrs/sem)	Danielle L'Écuyer-Labonté	1981
ORGANISATRICE COMMUNAUTAIRE (3 jrs/sem)	Pascale Brunet-Gauthier	Août 2012
COORDONNATRICE ET AVOCATE	Lise Ferland	1989

L'équipe a aussi pu compter à certaines périodes sur l'aide d'étudiantes en droit et en techniques juridiques.

Centre local d'aide juridique

934 demandes traitées en 2013-2014



✓ **743** **dossiers ouverts:**

446 pour des résidents de Pointe-Saint-Charles;
297 pour des résidents de Petite-Bourgogne;

✓ **156** mandats d'aide juridique émis pour des personnes représentées par un avocat exerçant en pratique privée;

✓ **62** demandes refusées. Principalement en raison d'un revenu qui dépasse les seuils d'admissibilité financière prévus par le Règlement sur l'aide juridique.

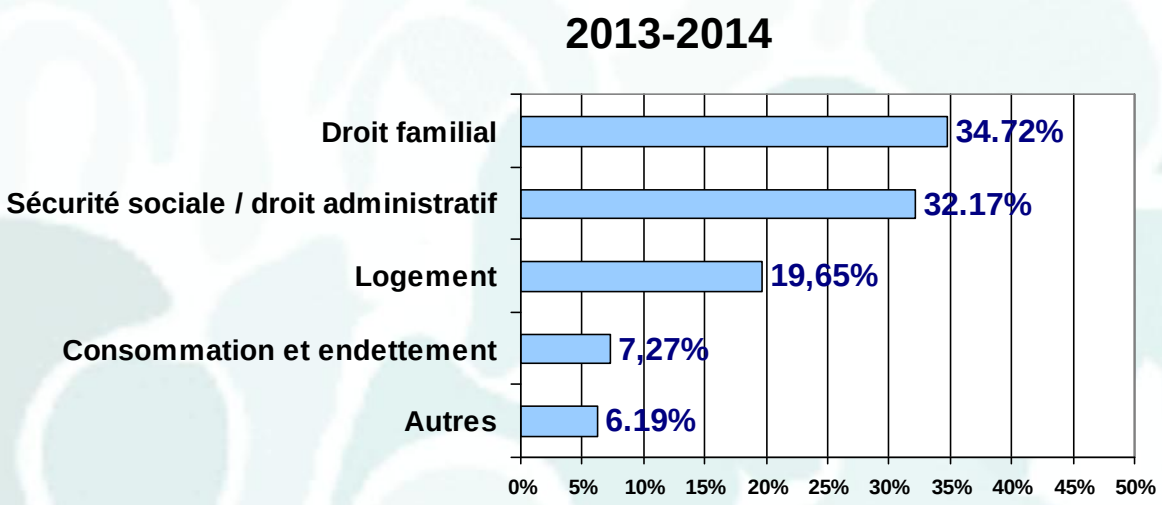
Centre local d'aide juridique

Dossiers ouverts	2013-2014	2012-2013	2011-2012	2010-2011	2009-2010	2008-2009
Pointe-Saint-Charles	446	470	492	564	575	540
Petite-Bourgogne	297	271	272	335	314	329
Total:	**743**	**741**	**764**	**899**	**889**	**869**
Mandats	156	166	158	194	199	237
Refus	62	58	35	54	50	46
TOTAL des demandes traitées :	**961**	**965**	**957**	**1 147**	**1 138**	**1 152**

Centre local d'aide juridique

743 dossiers individuels

Répartition des dossiers selon les secteurs de droit



Jeudis de la Justice

Automne 2013

- Fins des subventions fédérales pour le logement social

- Bon voisinage : Droits et obligations
- Being good neighbours: Rights & Obligations

Jeudis de la Justice

Hiver/Printemps 2014

- **Taxes municipales et évaluations foncières**
  Quels Impacts pour les coopératives d'habitation et les locataires ?

- **Les nouveaux compteurs d'Hydro-Québec**
  Quels sont les impacts sur la santé, sur les droits ?

- **La garde partagée des enfants /Aspects psychosociaux et légaux**

- **Portes ouvertes / Consultations juridiques gratuites et mini-ateliers d'informations**

- ***Avocat.e.s dans le Parc* (à venir)**

Activités dans les groupes

Été/Automne 2013

- **Aide sociale et violence conjugale**
  Atelier chez Logifem

- **Défends-toi, sers-toi de tes droits**
  Atelier en collaboration avec le TRAC et la Clinique Droits Devant

- Atelier avec les membres de l'équipe du Carrefour d'éducation populaire

Activités dans les groupes

Hiver 2014

- **Mourir dans la Dignité**
  Atelier présenté à la Cité des Bâtisseurs

- **Séjour à l'Étranger : quels droits conserve-t-on ?**
  Atelier organisé en collaboration avec le CEDA

- **L'accès à la Justice**
  Atelier chez Madame Prend Congé

- **Testaments, succession et mandat d'inaptitude**
  Atelier chez Impact

2013-2014 en bref

- 7 Jeudis de la Justice
- 7 Ateliers dans les groupes
- Des groupes de 4 à 70 personnes
- Environ 300 personnes ont participé aux différentes activités

Présence dans les activités de quartier

- Kiosque lors du Festival de la Petite-Bourgogne
- Remise de dépliants dans les écoles de Pointe-Saint-Charles via le Projet informel et lors de la remise des bulletins à l'École Charles-Lemoyne
- Présence lors de « Open house » à l'École Saint-Gabriel
- Lancement du Journal *Le Canal* du POPIR au CEDA
- Kiosque lors de la distribution alimentaire à Partageons l'espoir
- Kiosque lors de la journée de la santé mentale à la Pointe

Principale demande de la Coalition

Rehaussement du seuil d'admissibilité à l'aide juridique:

Aide gratuite pour une personne seule dont le revenu est le salaire minimum

La Coalition existe depuis 2007

et nous :

- **avons été à l'initiative de la création de la Coalition**
- **avons eu un rôle central au sein du comité de coordination**
- **avons été porte-parole de la Coalition**
- **avons assurer les liens et la communication avec les membres de la Coalition et maintenu le site Internet**

Octobre 2013, le Ministre de la justice Bertrand St-Arnaud annonce enfin une hausse des seuils d' admissibilité à l'aide juridique en 2 étapes :

- **Janvier 2014… un premier pas**
- **Juin 2015… le seuil pour une personne seule sera égal au salaire minimum pour 35h/semaine**

Une victoire pour la Coalition

Un rôle de vigilance pour la coalition :

- **Suivre et analyser** les résultats de ces changements à la loi :
  - Les hausses permettent-elles de rejoindre plus de personnes?
  - Quels sont les impacts réels ?
- **S'assurer** que les budgets de l'aide juridique seront suffisants vu la hausse des seuils et les nouveaux services
- **Informer** les membres de la coalition des changements et améliorations
- … **Passer** à l'action au besoin!

Une justice hors de prix

- Près de 80 % des Québécois n'ont pas les moyens financiers de payer leurs dépenses juridiques en cas de litige**;**

- En cas de procès, 50 % d'entre eux pensent à tort que les frais d'avocats sont systématiquement pris en charge par la partie adverse si le jugement leur est favorable;

- 38 % pensent avoir accès au régime provincial d'aide juridique alors qu'en réalité seulement 10 % y ont droit.

MONTRÉAL, le 21 mai 2014 . Selon le premier Baromètre juridique québécois réalisé pour AXA Assistance Canada

Activités 2013-2014
du comité Défense des droits

- Manifête & lancement de la campagne *À qui la Pointe* ?
- Porteur de parole : À qui la pointe?
- Manif de marionnettes pour des transports abordables !
- Manifestation contre la pauvreté et pour un tarif social dans le transport en commun
- Organisation de deux assemblées électorales
- Présentations lors des assemblées générales d'Action-Gardien

En bref, notre participation à la Campagne *À Qui la Pointe*?

- Participation au Forum Logement et à l'assemblée sur la gentrification
- Manifête et lancement de la campagne *À qui la Pointe*?
- Exposition sur le logement dans la salle d'attente
- Atelier de formation pour le personnel sur la situation du logement à PSC
- Organisation de 3 Jeudis de la Justice :
  - Fins des subventions fédérales pour le logement social
  - Bon voisinage : Droits et obligations / Being Good Neighbours: Rights & Obligations
  - Taxes municipales et évaluations foncières

Concertation et vie de quartier

Table de concertation Action-Gardien :

- Assemblée générale et rencontres régulières
- Comité défense des droits et activités publiques organisées par ce comité
- Comité attribution de fonds

Coalition de la Petite-Bourgogne
Quartier en Santé

Table de concertation de la Petite-Bourgogne :

- Assemblée générale
- Comité Aménagement et milieu de vie

Concertation et vie de quartier

Autres participations :

- Soutien au Conseil des Aînés
- Membre du C.A de la Cité des bâtisseurs (projet d'habitation pour aînés). Lise Ferland y représente l'organisme
- Soutien aux Services des bénévoles pour le 3e âge
- Participation aux campagnes et actions pour la protection et l'amélioration de lois sociales (lettres d'appui, prises de position, manifs)

Priorités de travail 2014-2015

Plusieurs défis nous attendent:

- La relève au sein de notre équipe : un processus qui se poursuit
- Préserver le statut unique de notre organisme
- Pointe-Saint-Charles et Petite-Bourgogne sont des quartiers en transformation
- Un système de justice pas toujours accessible

Priorités de travail 2014-2015

L'AVENIR DE L'ORGANISME ET SA PLACE DANS NOS QUARTIERS

Priorités	Moyens
Tant au niveau du personnel que du conseil d'administration: ➢Avoir une équipe complète et compétente ➢Assurer la relève au sein de l'organisme	Afin de trouver les personnes clés, poursuite de l'implication du C.A. et de l'équipe dans le processus d'embauche Poursuivre l'intégration, la formation continue du personnel, la transmission des savoirs et de l'histoire de notre organisme Création d'un comité de transition (C.A et personnel) pour le changement de coordination
Maintien de notre spécificité	Vigilance face aux mesures gouvernementales et aux changements dans le réseau de l'aide juridique

Priorités de travail 2014- 2015

MANDAT DE CENTRE LOCAL D'AIDE JURIDIQUE

Priorités	Moyens
Assurer des services juridiques individuels et collectifs de qualité	➢ formation continue des membres de notre équipe
Maintien de la qualité de l'offre de services juridiques à la population	➢ avoir une équipe complète
Faire connaître à la population : ➢ l'existence de notre organisme ➢ l'ensemble des services prévus à la Loi sur l'aide juridique ➢ les conditions d'admissibilité à l'aide juridique	➢ campagne de visibilité ➢ diffusion de matériel explicatif sur la loi et les nouveaux services via notre site Internet, dans les organismes et auprès de la population

Priorités de travail 2014-2015

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS
AMÉLIORATION DE L'ACCÈS À LA JUSTICE

Priorités	Moyens
Travailler pour un meilleur accès à l'aide juridique	Avec les membres de la Coalition pour l'amélioration de l'accès à l'aide juridique, surveiller l'application des nouvelles mesures et analyser les résultats et au besoin, intervenir auprès du ministre de la Justice
Travailler à un meilleur accès à la justice	Comprendre les enjeux autour des mesures mises de l'avant pour un meilleur accès à la justice; Analyser les besoins de la population et intervenir pour obtenir des mesures répondant adéquatement aux besoins de la population; Maintenir les liens avec les organismes communautaires en justice

Priorités de travail 2014-2015

DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS ET ÉDUCATION POPULAIRE

Priorités	Moyens
Poursuivre la diffusion et la vulgarisation d'information juridique	Maintenir les activités suivantes : -les Jeudis de la Justice -les ateliers dans les groupes -le site Internet -les communications avec nos membres Identifier les besoins et priorités avec le comité d'éducation aux droits composé de membres de l'organisme, de membres du c.a. et de l'organisatrice communautaire

Priorités de travail 2014-2015

LA DÉFENSE COLLECTIVE DES DROITS

Priorités	Moyens
Travailler à l'amélioration des conditions de vie des citoyens	Poursuivre notre participation aux tables de quartier et aux luttes de quartier
Faire les liens entre les problématiques individuelles et les luttes collectives	Participer aux batailles et revendication pour des mesures sociales répondant aux besoins ➢justice ➢logement ➢transport ➢santé alimentation ➢aide sociale ➢etc.
Soutenir les organismes communautaires de notre milieu	Soutien juridique aux organismes Participation à des activités communes